

## « Le Mali entre crispations diplomatiques et impasse sécuritaire » par Paul-Simon Handy et Michel Luntumbue – Janvier 2022.

Dans un contexte marqué par des crispations diplomatiques croissantes entre le Mali et ses partenaires régionaux et internationaux, l'enchaînement d'incidents qui ont marqué ce mois de janvier semble annoncer un enlisement des différents processus de pacification du pays.

Coup sur coup, le gouvernement malien de transition a exigé ces dernières semaines le retrait des troupes danoises de l'opération Takuba, et dans la foulée demandé le rappel de l'ambassadeur de France.

Parmi les éléments catalyseurs de ce climat : les sanctions décidées par la CEDEAO contre le Mali, suite à la volonté des autorités maliennes de prolonger la durée de la transition à 5 ans.

En toile de fond, il y a également la perception d'un enlisement de l'opération Barkhane et la décision de Paris de la reconfigurer en faveur d'une montée en puissance de la force européenne Takuba.

Des « maladdresses » de communication ainsi que des divergences stratégiques sous-jacentes sur la volonté des autorités maliennes de dialoguer avec certains groupes djihadistes, ont creusé un fossé.

La montée d'un climat « souverainiste » dans l'opinion, mettant en cause la présence militaire française, et l'entrée en lice de la société militaire privée russe Wagner complètent ces facteurs d'exacerbation de la crise.

Au-delà de la tentation présumée du pouvoir par le Colonel Assimi Goïta et son équipe, il y a également lieu de rappeler les prises de pouvoir par les militaires en Guinée et au Burkina Faso, sur fond de crise de gouvernance ou de réponses inadaptées à la crise sécuritaire qui étreint la région sahélo saharienne.

Certes, ces péripéties n'impactent qu'indirectement le mandat de la MINUSMA, tributaire, lui, de la volonté des signataires des accords de paix d'en concrétiser la mise en œuvre. Il convient sans doute de voir dans ces soubresauts diplomatiques plus qu'une crise franco-malienne. On peut également y voir les symptômes d'un essoufflement des approches mobilisées jusqu'ici. En effet, si la multiplication des réponses à prédominance militaire au Sahel a mené à des victoires tactiques certaines, elle a aussi donné l'impression que ces dernières suffiraient à elles-seules à atteindre l'objectif stratégique de la stabilisation.

Il a été répété à l'envi que les réponses exclusivement militaires ne suffiraient pas à endiguer l'extrémisme violent qui n'est en effet qu'une couche supplémentaire venue se greffer sur la multitude de crises que connaissait déjà le Sahel.

Avant de devenir une crise internationale, la crise au Sahel est aussi celle de l'État, de sa capacité à non seulement démontrer son existence mais aussi son utilité aux citoyens.

Si le caractère transnational des facteurs de la crise qui touche le Sahel est une évidence à rappeler, son impact et les risques d'une contagion vers le golfe de Guinée et vers l'Europe sont aussi à prendre en compte.



Pour tous les acteurs concernés, il n'y a pas d'autres choix que celui d'un dialogue et de la poursuite, sous des formes sans doute renouvelées, de la lutte contre la désintégration sociale sous ses modalités diverses : l'exclusion et la marginalisation socio-économique, les extrémismes violents....

---

[Dr. Paul-Simon Handy](#) est directeur régional Afrique de l'Est à l'Institute for Security Studies (ISS Africa).

[Michel Luntumbue](#) est chargé de recherche au GRIP et assure la coordination scientifique de l'Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix.